

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 28 (1887), p. 1-6

[<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1887__28_1_0>](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1887__28_1_0)

© Société de statistique de Paris, 1887, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 1. — JANVIER 1887.

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1886.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. A. de Fovillé.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre est adopté.

Il est procédé à l'élection de membres nouveaux :

M. Gaston PICK, ingénieur civil, dont la candidature est soutenue par MM. Wilson, Robÿns et Sthal, est nommé *membre fondateur à vie*.

Sont nommés membres titulaires :

Sur la présentation de MM. de Foville, Ducrocq et général de Larclause, M. Joseph LAIR, maire de Saint-Jean-d'Angély;

Sur la présentation de MM. de Foville et Paul Chalvet, M. Étienne CHALVET, chef de bureau à la Direction de l'Enregistrement.

Le scrutin est ouvert pour l'élection d'un président et de plusieurs membres du Bureau et du Conseil; il sera fermé à 10 heures.

Après le dépouillement de la correspondance et la présentation des ouvrages offerts à la Société (1), M. le Président annonce qu'il a un vote tout spécial à demander à l'assemblée, et prononce l'allocution suivante :

« L'Académie française — vous le savez — ouvre demain ses portes à notre « très éminent collègue, à notre très aimé président de l'année dernière, M. Léon « Say. Ce sera pour tous ses amis personnels une fête; mais il me semble que ce « doit être une fête aussi pour tous les amis des sciences qu'il représentera au « sein de l'illustre Compagnie.

« Sans doute l'Académie française a déjà appelé à elle des économistes (et par « conséquent des statisticiens, car tout économiste digne de ce nom est doublé « d'un statisticien, surtout de nos jours).

« M. Jules Simon, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et

(1) Voir à la fin du procès-verbal.

« politiques, est économiste autant qu'historien, moraliste ou philosophe; et tous
« ici nous serions heureux de l'avoir pour confrère.

« Edmond About, auquel M. Léon Say succède, revendiquait aussi le titre d'éco-
« nomiste, et il a, en effet, touché d'une main alerte, sinon toujours très sûre, à la
« plupart des problèmes sociaux sur lesquels portent nos enquêtes.

« Mais, avec le fils d'Horace Say, avec le petit-fils de Jean-Baptiste Say, c'est,
« pour ainsi dire, la science économique tout entière qui va siéger dans le temple
« des lettres. Il la personnifie doublement, — et par droit de conquête et par droit
« de naissance, — de sorte que nous avons tous le droit de prendre notre part
« des honneurs mérités qui vont lui être rendus. C'est dans ce sens que je vous
« propose un vote de félicitation dont l'expression pourra être transmise, dès demain
« matin, à notre cher ancien président. »

Par un vote unanime, l'assemblée s'associe aux paroles de son président, et le remercie d'avoir si bien exprimé ses propres sentiments.

La parole est donnée à M. Cl. Juglar pour la communication qu'il avait annoncée sur la *Fin de la crise*.

Après avoir jeté un coup d'œil sur les crises commerciales qui ont été constatées depuis le commencement du siècle, M. JUGLAR définit, en peu de mots, la méthode dont il se sert depuis bientôt trente ans pour en mesurer l'intensité, et fournit, à cet égard, les définitions nécessaires. Il entre ensuite dans le plein de son sujet, et se dit heureux de pouvoir déclarer que la crise de 1882 doit être considérée comme terminée. Il montre, par le fait de la circulation des billets, de l'escompte et de l'encaisse métallique de la Banque, que les affaires sont en voie manifeste de reprise, et il trouve le contrôle de sa prédiction dans les mouvements du commerce et des prix, dans le mouvement des Clearing-Houses d'Angleterre et principalement des États-Unis, et jusque dans la statistique des recettes de théâtre.

A cette occasion, il s'étend sur l'accroissement constant des épargnes, grâce auquel, les classes populaires ont pu, sans trop d'effort, traverser des temps peu prospères, et échapper aux malheurs qui ont frappé le commerce et l'industrie.

La communication de M. Juglar, dont cette analyse ne peut donner qu'une faible idée, sera imprimée *in extenso* dans le Bulletin de la Société. Nourrie de faits et d'aperçus nouveaux, elle s'est terminée au milieu des plus vifs applaudissements.

La discussion est ouverte sur la communication de M. Juglar.

M. THIERRY-MIEG fait observer que, sans vouloir combattre l'ingénieuse théorie de M. Juglar, il croit cependant devoir y présenter un amendement. — Ayant étudié, le printemps dernier, les diagrammes que M. Jacques Siegfried avait fait établir d'après le système de M. Juglar, il a trouvé que les crises financières ainsi constatées ne coïncidaient pas avec les crises proprement commerciales, c'est-à-dire les crises relatives aux marchandises, dont il se souvenait.

En général, la reprise des marchandises n'avait lieu qu'un an, ou même deux ou trois ans après le moment indiqué par M. Juglar, et cette reprise était toujours précédée par la hausse des valeurs de Bourse. En effet, la vente des marchandises ne devient active que lorsque la consommation se développe, et celle-ci ne se développe que lorsque, par des épargnes ou des bénéfices, la fortune des particuliers a augmenté. L'encaisse de la Banque, lorsqu'il est élevé et que le portefeuille est déprimé, indique simplement la stagnation des affaires, mais nullement la limite extrême jusqu'à laquelle pourra durer cette stagnation. Nous savons bien qu'après la pluie vient

le beau temps, après la marée basse la marée haute, après les vaches grasses les vaches maigres; lorsqu'on gravit une montagne, il y a un moment où, arrivé au sommet, on n'a plus qu'à descendre. Mais quel est ce sommet, quel est ce moment ? Après une mauvaise période, après une crise, il peut en survenir une plus mauvaise encore, par des causes quelconques, tremblement de terre, choléra, guerre, phylloxera, mauvaise récolte, tandis qu'au contraire une bonne récolte peut terminer une crise ou prolonger une situation prospère. Or, si l'une de ces circonstances favorables se produit au moment où la Banque a un énorme encaisse inutilisé, on voit aussitôt des achats au comptant de bonnes valeurs qui font monter successivement d'abord la rente, puis les obligations et actions des chemins de fer, et enfin les autres valeurs plus aléatoires. Cette hausse produit, au moins en apparence, une augmentation de la fortune publique, et chacun se trouvant plus riche, est disposé à dépenser et à consommer davantage. Il en résulte un accroissement du commerce et de l'activité industrielle; mais, comme vous voyez, celle-ci n'est que la conséquence des bénéfices produits par la hausse des valeurs, en y ajoutant, bien entendu, ceux qui résultent du travail lui-même ou d'autres circonstances favorables, comme de bonnes récoltes. Mais comme il faut un certain temps pour que ces résultats se produisent, on voit que la reprise commerciale ne peut suivre que de loin le moment indiqué par M. Juglar. Vouloir acheter des marchandises à ce moment-là dans l'idée qu'elles hausseront, c'est s'exposer à attendre fort longtemps une hausse qui ne peut venir que beaucoup plus tard, lorsque la consommation se sera développée plus rapidement que la production; ce qui n'arrivera qu'à la suite d'une période de bénéfices suffisamment prolongée. Une hausse factice produite par la spéculation ne peut être suivie que d'une baisse prochaine, car le consommateur n'ayant pas encore fait des bénéfices ou des épargnes qui lui permettent de sortir de la voie des économies, préférera s'abstenir d'acheter plutôt que de payer la hausse; et il en résultera un ralentissement du travail et des achats qui amènera la baisse.

M. Cl. JUGLAR n'en disconvient pas, mais il suffit qu'il y ait commencement de reprise pour que la spéculation en profite et étende les affaires, jusqu'au moment où, le but étant dépassé, la réaction se produit. En fait, il a démontré que la reprise a lieu en ce moment et ce ne sont pas les événements extérieurs qui pourront l'arrêter. C'est ainsi que la guerre de Crimée, faite à une époque où nos ressources étaient moindres qu'aujourd'hui, n'a pas empêché le mouvement ascensionnel qui a été constaté de 1852 à 1857.

Il conclut en disant que tout le talent de l'homme d'affaires est de vendre au plus haut cours et d'acheter au plus bas.

Cette prescription semble naïve, et cependant c'est généralement tout autrement qu'on agit, tant est grand l'effet de la peur.

M. Thierry-Mieg, tout en se ralliant à ce que vient de dire M. Juglar, maintient que le mouvement du commerce est toujours en retard sur celui de la spéculation.

M. Juglar répond qu'en effet la spéculation est l'avant-garde, mais que le gros de l'armée la suit presque immédiatement.

M. MONTAUX ne croit pas, pour sa part, à la fin de la crise, et ce qui semble le prouver c'est que la moitié de Paris est à vendre, que la plupart des valeurs, sauf la rente, sont en baisse, et que les agents de change ne font pas leurs frais. Il ne lui semble pas que les opérations de la Banque de France soient le seul régulateur à employer. La Banque tenant à la fois de l'établissement public et de l'établisse-

ment privé, la hausse ou la baisse de son escompte n'est pas un signe suffisant du mouvement des capitaux. Il y a d'autres établissements presque aussi importants que la Banque, comme le Comptoir d'escompte, le Crédit lyonnais, etc., etc., dont l'étude serait aussi intéressante, sinon plus, que celle de la Banque elle-même.

Il conteste également que le mouvement de l'encaisse de la Banque puisse éclairer la question, car on ne peut oublier que cet encaisse contient plus d'un milliard de valeurs entièrement immobilisées.

Quant à la rente, sa hausse, loin d'être un indice de la reprise des affaires, offrirait plutôt un indice tout opposé, puisque c'est dans la rente qu'on se réfugie, quand on n'a plus de confiance dans les autres valeurs.

M. Cl. JUGLAR reconnaît qu'il y a actuellement une crise agricole et une crise immobilière. Mais il n'a pas eu à s'en occuper, la communication ne portant que sur la crise commerciale proprement dite, dont la terminaison ne peut, d'ailleurs, manquer d'avoir une influence favorable sur les autres crises.

M. Adolphe COSTE fait observer que le conseil de M. Juglar (acheter quand les prix sont bas, vendre quand les prix sont hauts) donne lieu à bien des incertitudes, parce que l'on manque de signes certains pour discerner les époques de maximum et de minimum des prix. Le diagramme présenté par M. Juglar lui-même, sur le mouvement des prix moyens depuis trente ans, se retourne presque contre son argumentation, puisque le maximum de 1882 n'atteint guère que les minimums antérieurs; il faut donc se défier des relevés des prix moyens. Les observations relatives à l'encaisse et au portefeuille des Banques nationales sont beaucoup plus démonstratives. Néanmoins, M. Coste demande si, pour des crises aussi générales, aussi européennes que celle que nous venons de traverser, on peut se fier exactement aux indications d'un encaisse qui est composé, pour près de moitié, d'écus d'argent très dépréciés et n'ayant cours que dans l'Union latine. A ne considérer que l'encaisse-or, nous ne sommes point encore parvenus à un chiffre aussi considérable qu'en 1877, où il y a eu à la Banque de France 1,556 millions d'or. N'est-ce point là un fait qui peut rendre hésitant sur les prévisions de la reprise des affaires?

M. LEVASSEUR répond, sur ce point, par une comparaison. Il ne nie pas que l'or ait une importance capitale, mais l'argent ne doit pas être non plus laissé de côté. Il est comme une sorte de garde nationale qui, en occupant les places fortes et en fournissant des garnisons intérieures, permet la mobilisation complète de tous les soldats de l'armée active. L'or se trouve absolument libre de faire son office international par cela seul que l'argent le libère de la plupart de ses fonctions à l'intérieur du pays.

M. COSTE, continuant ses observations, demande à M. Juglar s'il a remarqué dans le cours de ses intéressantes études que les crises politiques (il ne peut être question ici que des crises intérieures, non des guerres et des conflits internationaux) aient eu une influence sensible sur l'évolution des mouvements commerciaux? M. Coste inclinerait, quant à lui, à les comparer aux agitations superficielles des vagues de la mer qui laissent l'eau tranquille dès qu'on pénètre à une assez faible profondeur.

M. LEVASSEUR déclare qu'il considère les crises politiques comme absolument funestes pour toute reprise des affaires.

M. COSTE n'insiste pas sur ce point, mais si les crises politiques sont, dans une certaine mesure, perturbatrices de la loi si simple et si lumineuse présentée par

M. Juglar, à plus forte raison les crises agricoles profondes comme celle que nous traversons doivent-elles contrarier ses conclusions en ce qui concerne les affaires commerciales. L'observation de M. Thierry-Mieg sur les bénéfices de Bourse qui détermineraient la reprise des achats commerciaux, est juste mais étroite ; elle est bien plus vraie si on l'applique à l'agriculture, dont les achats forment la véritable contre-partie du commerce. Est-il donc possible de prévoir une reprise décisive des affaires tant que la crise agricole n'aura pas eu son dénouement ?

MM. LEVASSEUR et JUGLAR reconnaissent que la crise agricole doit être prise en très sérieuse considération. Aussi ne doit-on prévoir en France qu'une reprise des affaires beaucoup moins complète qu'elle n'eût été sans les souffrances agricoles.

M. le Président croit que le meilleur moyen de résumer cette intéressante discussion est de citer les dernières phrases du remarquable rapport adressé, le 25 avril dernier, au Ministre du commerce et de l'industrie, par M. Teisserenc de Bort, l'éminent président de la Commission des valeurs de douane. Sans être aussi affirmatif que M. Juglar, M. Teisserenc de Bort croit devoir signaler ainsi qu'il suit les premiers symptômes d'une reprise impatientement attendue, qui rendra aux affaires leur entrain et aux prix leur élasticité normale :

« Devons-nous reconnaître ce caractère au surcroît d'activité qui se produit en ce moment dans le travail de quelques-unes de nos industries ? Je le souhaite ardemment, sans oser pourtant l'affirmer. Mais alors même que cette espérance serait déçue, j'ai du moins la consolation de constater qu'en se prolongeant, la crise aura inspiré dans notre pays d'utiles réflexions, provoqué des résolutions viriles.

« Tout le monde a trouvé quelque chose à y apprendre.

« Elle a enseigné aux détenteurs du sol que, dans un temps où l'intérêt de l'argent diminue partout, le loyer de la terre ne peut pas, ne doit pas rester immuable ;

« Aux cultivateurs, qu'à la fin du XIX^e siècle, quand la science a révolutionné toutes les autres branches du travail et jeté sur les lois de la végétation de si vives lumières, il n'est plus permis à l'industrie rurale de s'attarder dans ses vieilles pratiques et de ne pas marcher avec les progrès de son temps ;

« A l'industriel, qu'il n'y a plus aujourd'hui de grandes affaires d'exportation sans une forte organisation de comptoirs à l'étranger, sans une étude approfondie des goûts du consommateur, sans une surveillance incessante des débouchés ;

« A l'ouvrier, que sa fortune est étroitement liée à la prospérité des établissements qui l'emploient, et que, s'il veut des salaires élevés, il doit les justifier par l'activité et la perfection de son travail ;

« Aux gouvernements, qu'ils ne sauraient donner trop d'attention aux questions d'affaires et trop de développement à l'enseignement professionnel, seul capable de former pour l'industrie agricole et manufacturière, une génération fortement armée par la science et le sentiment du beau ;

« Aux pouvoirs publics enfin, qu'on ne peut impunément accroître les charges du contribuable et immobiliser les épargnes du pays, même pour la réalisation des projets les plus utiles, les plus populaires, les plus impatientement réclamés.

« Quelques semaines plus tôt, quelques semaines plus tard, la crise actuelle prendra fin comme toutes celles qui l'ont précédée. Si dures que soient les souffrances qui lui ont fait cortège, elle n'aura pas coûté trop cher à notre pays si nous savons profiter des enseignements qu'elle nous aura donnés. »

Il est procédé au dépouillement du scrutin ouvert au commencement de la séance pour l'élection du président et de plusieurs autres membres du Bureau et du Conseil.

Sur les 48 bulletins déposés dans l'urne, chacun des candidats obtient, à une voix près, l'unanimité des suffrages.

En conséquence, M. le Président proclame élus :

MM.

Président E. YVERNÈS, chef de division de la statistique judiciaire.

Vice-présidents . . . André COCHUT, directeur honoraire du Mont-de-Piété;
Paul LEROY-BEAULIEU (de l'Institut), administrateur de
l'Économiste français.

Membres du Conseil . Th. DUCROCQ, professeur à l'École de droit de Paris;
Adolphe COSTE, publiciste.

Par suite de ces nominations, le Bureau de la Société se trouve ainsi composé pour l'année 1887 :

MM.

Président YVERNÈS.

Vice-présidents . . . E. TISSERAND, André COCHUT, Paul LEROY-BEAULIEU.

Secrétaire général . . Toussaint LOUA.

Trésorier-archiviste . Jules ROBÏNS.

Membres du Conseil . Émile BOUTIN, D^r Jacques BERTILLON, de CRISENOY,
O. KELLER, Th. DUCROCQ, COSTE.

Secrétaire adjoint . . Armand LIÉGEARD.

Font de droit partie du Conseil, les présidents sortants dont les noms suivent :

MM. Cl. Juglar, E. Levasseur (de l'Institut), D^r Vacher, député; Daniel Wilson, député; E. Cheysson, A. Cochery, Léon Say (de l'Institut), A. de Foville.

Avant de lever la séance, M. le Président fixe ainsi qu'il suit l'ordre du jour de la réunion du 19 janvier prochain :

Les Tables de survie, par M. E. Levasseur;

Les Classifications, par les cartogrammes à teintes dégradées, par M. Cheysson.

MM. Fouqueronne et Duhamel se sont fait inscrire pour une communication sur les sociétés coopératives de consommation.

La séance est levée à 11 heures un quart.
